



HAL
open science

Réinventer la représentation politique? Le modèle chinois selon Wang Shaoguang

Chloé Froissart

► **To cite this version:**

Chloé Froissart. Réinventer la représentation politique? Le modèle chinois selon Wang Shaoguang. 2020. hal-03191092

HAL Id: hal-03191092

<https://hal.science/hal-03191092>

Preprint submitted on 6 Apr 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Réinventer la représentation politique ? Le modèle chinois selon Wang Shaoguang.

Chloé Froissart, Inalco

Résumé : A l'heure où les démocraties représentatives connaissent de nouveaux défis et où la Chine ambitionne de jouer un rôle inédit de leadership mondial, ce chapitre s'intéresse aux tentatives d'une des figures de proue de la nouvelle gauche chinoise pour repenser la représentation politique et faire valoir un modèle chinois de démocratie alternatif au modèle libéral. Tout en rappelant les enjeux historiques et politiques d'une telle entreprise, cet article développe une analyse au croisement de l'histoire, de la science politique et de la philosophie politique pour mettre en lumière une démarche plus idéologique que scientifique, qui n'en est pas moins révélatrice des nouvelles ambitions normatives et hégémoniques d'une partie de l'intelligentsia chinoise.

Introduction

La notion de représentation est au cœur des contradictions du régime chinois. Contrairement à Hitler, aucun parti communiste n'est arrivé au pouvoir via les urnes. Pourtant, c'est bien au nom de la représentation du Peuple et de la « véritable démocratie » que le Parti Communiste Chinois (PCC), comme ses homologues, prétend avoir conquis le pouvoir et gouverner. Si la Chine, comme l'URSS avant elle, n'a pas su inventer de modèle politique radicalement différent de celui de la modernité occidentale, et utilise les élections comme moyen de légitimation du parti au pouvoir, ce mode de légitimation a posteriori est toujours apparu comme insuffisant aux tenants du PCC. Outre que dans la pensée marxiste, dont se revendique toujours le régime chinois, le droit de vote est considéré comme un droit formel et bourgeois appelé à être aboli, il apparaît à certains comme un héritage occidental embarrassant, dénoncé comme étranger à la culture chinoise. Autrement dit, les élections apparaissent non seulement impropres à légitimer la conquête du pouvoir par le PCC et son maintien au pouvoir mais encore comme la marque d'un hégémonisme occidental d'autant moins justifié dans un contexte de déclin de l'Occident, de montée en puissance de la Chine et de ce que d'aucun nomme la crise de la démocratie.

Repenser le système politique chinois, et en particulier la représentation, hors des cadres du libéralisme hérité de l'Occident et imposé par la mondialisation de l'économie est l'un des projets phares de la Nouvelle Gauche chinoise, un courant de pensée apparu en Chine dans les années 1990 en réaction contre les réformes de marché alors mises en œuvre par le régime et la montée des inégalités sociales. Ainsi dénommée par opposition à la vieille Gauche composée de cadres du Parti s'opposant, à l'intérieur du système politique, aux réformes initiées par Deng Xiaoping dans les années 1980, les intellectuels de la Nouvelle Gauche ne sont pas a priori hostiles à des réformes permettant à la Chine d'évoluer avec son temps, mais prônent une voie *sui generis* vers une modernité proprement chinoise reposant sur des « innovations systémiques » pouvant s'inspirer des aspects positifs du maoïsme. Alors que des politiques plus sociales étaient mises en œuvre sous la présidence de Hu Jintao (2002-2012), la critique du libéralisme s'est progressivement déplacée du domaine économique au domaine politique ; et d'une force critique, la Nouvelle Gauche chinoise s'est progressivement transformée en force conservatrice de plus en plus proche du pouvoir (Xu, 2011), dans un contexte où l'étroite imbrication des sphères académiques et politiques n'a cessé de s'accroître (Froissart, 2018a).

Le projet intellectuel de la Nouvelle Gauche revêt aujourd'hui une dimension politique nouvelle liée à des enjeux inédits dans la mesure où il rejoint le projet politique de Xi Jinping. Dès son accession au pouvoir fin 2012, l'actuel Premier Secrétaire du PCC et Président de la République Populaire de Chine (RPC) a formulé son « rêve » pour la Chine, qui n'est autre qu'un rêve de grandeur et de puissance. Maintenant que la Chine possède les moyens économiques, militaires et diplomatiques de s'opposer à l'Occident, il lui appartient d'inventer et d'exporter un modèle -économique, social et politique- proprement chinois offrant une alternative à la modernité occidentale d'inspiration libérale et capitaliste supposée en crise. Dans un contexte où le rejet catégorique des valeurs universelles dénoncées comme occidentales est devenu un élément clé du discours de Xi Jinping et où il s'agit de faire de l'histoire et de la culture chinoises une source de fierté et d'enseignements, les intellectuels et chercheurs chinois sont appelés à contribuer aux ambitions normatives du PCC en traçant la voie d'un « sino-socialisme » dont l'exceptionnalisme le distinguerait à la fois du libéralisme occidental et du communisme soviétique.

S'intéresser à la manière dont la Nouvelle Gauche tente de repenser le système politique chinois, en particulier la notion de représentation, revêt donc plusieurs enjeux importants. Étant donnée l'évolution des intellectuels appartenant à cette mouvance vers des intellectuels de l'« establishment », les théories qu'ils élaborent nous renseignent sur leur contribution à l'élaboration de la « solution chinoise » (*Zhongguo fang'an* 中国方案) que le PCC tente d'exporter – notamment à travers des programmes de formation à l'adresse de diplomates, fonctionnaires, journalistes, représentants de partis politiques, en particulier des pays en voie de développement (Ekman, 2020 : 161-168) pour faire face à ce qu'il présente comme la crise des valeurs occidentales. Elles nous renseignent également sur la manière dont le PCC tente de refonder sa légitimité – la manière dont il est perçu- tant sur le plan national qu'international, l'enjeu étant, *in fine*, de refaçonner le discours et les normes qui sont au fondement de l'ordre mondial (Rolland, 2020 : 7).

Ce chapitre se concentre sur un auteur connu et influent : Wang Shaoguang, un politologue réputé formé à l'Université Cornell qui a enseigné dix ans à l'université de Yale, professeur émérite au Département de gouvernement et d'administration de l'Université chinoise de Hong Kong, et chercheur Schwarzman à l'Université Tsinghua de Pékin. Une des figures les plus en vue de la Nouvelle Gauche, travaillant dans de prestigieuses universités, Wang est bien connecté au pouvoir chinois. Ayant été formé aux États-Unis, il élabore un discours accessible à des lecteurs occidentaux, et est souvent invité à s'exprimer à l'étranger¹. Ce chapitre propose une mise en perspective, une présentation et une analyse de l'un de ses textes de référence intitulé « Démocratie représentative et démocratie représentationnelle » (*Daibiaoxing minzhu yu daiyixing minzhu* 代表性民主与代议性民主) publié dans *Open Times* (*Kaifang Shidai* 开放时代), la revue scientifique de l'Académie des sciences sociales de Canton en 2014 (Wang, 2014). Dans cet article, Wang part en guerre contre la démocratie libérale et parlementaire (qu'il réduit au modèle américain) et défend ce qu'il considère être le modèle politique chinois non seulement au nom du pragmatisme (ce qui marche) mais des valeurs qui sont au fondement de la démocratie occidentale et que celle-ci a, selon lui, dévoyées. Aussi Wang n'entreprend-il pas de justifier l'autoritarisme chinois, ce terme d'autoritarisme étant irrémédiablement marqué d'un opprobre le rendant peu attractif. Au contraire, dans la lignée de Mao qui s'est attelé à

¹ Wang Shaoguang comptabilise 45 656 citations sur Google scholar en août 2020, ce qui donne une idée de son influence en Chine comme à l'international. Pour un exemple de politologues s'inscrivant dans sa lignée, voir notamment Sintomer et Zhou (2019).

promouvoir une « Nouvelle Démocratie », Wang prétend détenir les clés de la véritable représentation, c'est-à-dire une représentation non-médiatisée par l'élection. L'auteur entreprend en effet de démontrer qu'en 70 ans d'existence, la Chine a su inventer et mettre en oeuvre une véritable démocratie qui marche et remporte l'adhésion du peuple car elle repose sur une forme inédite de représentation – largement fondée sur la théorie maoïste de la ligne de masse – qui permet de parer à toutes les failles de la démocratie électorale et constitue de ce fait une alternative possible au libéralisme politique occidental.

I. Réinventer la représentation politique : enjeux historiques et politiques.

1- Le concept de représentation : un héritage occidental à siniser

C'est la rencontre traumatique de la Chine avec l'Occident lors des Guerres de l'opium à la fin du XIX^es qui pose la question de la modernité politique : l'Empire chinois, qui se considérait jusqu'alors comme le centre du monde (l'Empire du Milieu) prend soudainement conscience de sa faiblesse et de ce que nombre d'intellectuels chinois considèrent comme son arriération. A l'instar de nombreux autres pays qui ont connu la domination occidentale, l'élite politique et intellectuelle pense que le salut de la Chine passera par sa capacité à assimiler les armes de l'Occident pour les retourner contre l'Occident. Or ces armes ne renvoient pas uniquement à l'artillerie et à la puissance navale, ni même à la puissance économique de l'Occident, elles renvoient également, selon les tenants du courant dit « réformateur » et constitutionnaliste, à son système politique : la république (Meissner, 1989). D'emblée, le rapport au politique, c'est-à-dire à la République, se noue dans une perspective instrumentale et nationaliste : il s'agit de faire de la Chine « un pays puissant et prospère » (*fuqiang* 富强). Les réformateurs auront gain de cause puisque l'empire sera renversé et la république proclamée en 1911. C'est encore au système républicain auquel Mao fera référence lorsqu'il proclamera la fondation de la République Populaire de Chine le 1^{er} octobre 1949, accompagnée de ces mots de revanche adressés aux puissances occidentales et au Japon : « le peuple chinois s'est levé ! ». Mais loin de mettre un terme à cette dynamique d'amour-haine de la Chine envers l'Occident -à la fois modèle à émuler et ennemi à dépasser- la révolution maoïste, qui comporte une forte dimension nationaliste, reconduit cette contradiction en la plaçant au cœur même du système politique de la RPC.

En effet, la Chine, comme l'URSS avant elle, n'a pas su trouver de modèle politique alternatif à la démocratie occidentale d'inspiration libérale. Le régime arbore une façade républicaine et démocratique, grâce à laquelle le Parti tire en apparence son pouvoir du peuple, avec un système d'assemblées élues directement au niveau local puis, via des grands électeurs, jusqu'au niveau de l'Etat central où l'Assemblée populaire Nationale est censée, selon la Constitution, contrôler l'exécutif. La Constitution chinoise stipule toutes les libertés fondamentales et reconnaît des droits civiques, politiques et sociaux aux citoyens. C'est pourquoi le PCC n'a eu de cesse d'affirmer la spécificité, voire l'« exceptionnalité » de la Chine au regard du modèle occidental afin de légitimer sa dictature. Aussi le terme de « représentation » fait-il partie de tout un vocabulaire (avec ceux de « démocratie », « citoyenneté », « droits de l'homme », « Etat de droit » par ex.) que le PCC -et certains intellectuels nationalistes- ont emprunté aux démocraties occidentales et qu'ils tentent de se réapproprier et de re-sémantiser dans un sens illibéral.

2- Le projet de la Nouvelle Gauche : trouver une voie chinoise vers la modernité

C'est tout particulièrement le projet de la Nouvelle Gauche, une mouvance intellectuelle apparue dans les années 1990, au plus fort des réformes de marché et dans un contexte d'augmentation importante des inégalités. S'opposant à la mondialisation capitaliste dite

« néolibérale », qu'ils tiennent pour unique responsable de l'absence de justice sociale – tandis que les intellectuels libéraux pointent pour leur part l'absence d'État de droit et de réformes politiques (Froissart, 2001) – les tenants de la nouvelle Gauche prônent avant tout l'égalitarisme et appellent à renforcer le rôle de l'Etat (Wang Shaoguang et Hu Angang) ou à revisiter le passé maoïste de la Chine (Cui Zhiyuan) afin d'y puiser des solutions pour faire face aux défis des réformes. Or ces défis ne sont pas uniquement économiques et sociaux, ils sont également politiques. La montée des inégalités met en exergue la crise du système socialiste et de son idéologie, autrement dit l'incapacité du PCC à représenter les plus pauvres. La théorie des « Trois représentations » de Jiang Zemin, inscrite dans les statuts du Parti lors du XVI^e Congrès du PCC en novembre 2002, selon laquelle « le PCC représente les intérêts fondamentaux de la majorité de la population », est avant tout une tactique pour coopter les entrepreneurs privés et les adouber au sein du PCC, elle ne résout pas le problème du divorce entre le Parti et les masses. Alors que les intellectuels libéraux, en prônant un approfondissement des réformes juridiques et politiques sur le modèle des démocraties libérales, contribuent à la crise de légitimité du Parti (Shi, Lachapelle & Galway, 2018 :141), les tenants de la Nouvelle Gauche trouvent leur unité autour d'un objectif phare : aider la Chine à trouver sa propre voie vers la modernité en cohérence avec son histoire, sa culture, ses expériences passées tout en les adaptant aux exigences d'un monde moderne. La plupart, comme Wang Shaoguang, ont été formés aux Etats-Unis, notamment aux théories critiques du post-colonialisme et du post-modernisme, et en sont revenus des nationalistes convaincus.

La prise de parole de la Nouvelle Gauche doit également se comprendre dans le contexte de l'après-Guerre Froide marqué par la théorie de la « fin de l'histoire » de Fukuyama, selon laquelle la chute des régimes communistes démontrerait l'absence d'alternative à l'ordre économique et politique libéral. Cette théorie, qui proclame l'unicité du monde et du modèle libéral, relayée dans les années 1980 par des politiciens comme Ronald Reagan et Margaret Thatcher – valant à cette dernière le surnom de « Tina » (« There Is No Alternative ») – a été fortement ressenti par les tenants de la nouvelle Gauche comme un regain de l'hégémonisme occidental. La crise financière mondiale de 2007-2008, qui a largement épargné la Chine en raison de la non-convertibilité du Yuan et dont elle a aidé les pays occidentaux à se relever, a sonné selon certains le glas de cette théorie. En rappelant que les crises sont consubstantielles au capitalisme, cet épisode a – selon le PCC et les tenants de la Nouvelle Gauche- achevé de décrédibiliser la légitimité d'un tel système pour la Chine comme pour le reste du monde (Ekman, 2020), encourageant d'autant plus ces intellectuels à réinventer le socialisme dans un monde globalisé en partant de la spécificité de l'expérience chinoise (Shi, Lachapelle & Galway, 2018). Surtout, la Chine y a vu le signe d'un déclin de l'Occident et d'un rééquilibrage des rapports de force à l'international dont il lui appartenait de tirer parti (Rolland, 2020 : 16).

3- Concordance entre le projet de la Nouvelle Gauche et celui Xi Jinping : de la recherche de l'idiosyncrasie chinoise à la quête d'un nouvel hégémonisme

Cette mouvance de la Nouvelle Gauche connaît aujourd'hui un regain d'influence et d'audience dans la mesure où sa démarche concorde avec le projet politique du Président chinois. Le « rêve chinois » de Xi Jinping peut en effet se résumer en ces termes : maintenant que la Chine est devenue la deuxième puissance économique mondiale et a atteint un niveau inégalé d'influence sur la scène internationale, il lui appartient de prendre sa revanche sur les Guerres de l'Opium en élaborant et en exportant un modèle de modernité politique alternatif à la modernité occidentale qui puisse valoir pour la Chine comme pour le reste du monde (Froissart, 2018a ;

Ekman, 2019 ; Rolland, 2020). Dans un contexte de rejet radical des « valeurs occidentales »², de retour en force de l'idéologie, et de contrôle renforcé du PCC sur la mémoire et l'histoire³, le monde académique chinois est largement mis à contribution de ce projet politique. Dans une conférence très médiatisée qui s'est tenue en mai 2016⁴, le Président chinois a appelé les chercheurs à « accélérer la construction d'une philosophie et de sciences sociales aux couleurs de la Chine » (Froissart, 2018a). Il s'agit, d'une part, de « partir du marxisme », garant d'une « compréhension juste et d'une croyance juste », et d'autre part de valoriser l'expérience chinoise, sa culture et son histoire, tout en s'appuyant sur les pratiques propres à la Chine qui expliquent le succès de son modèle pour théoriser l'idiosyncrasie du régime chinois et servir deux buts politiques. D'une part, contribuer à l'élaboration de la nouvelle idéologie dont le PCC s'est mis en quête afin de consolider sa légitimité sur son propre territoire. D'autre part, soutenir le « soft power » chinois en élaborant un modèle politique attractif pour le reste du monde, alors même que les discours officiels et médiatiques chinois dépeignent systématiquement le monde occidental comme étant aux prises avec la crise de son modèle politique et économique. Ainsi la renaissance de la grande nation chinoise sera-t-elle parachevée par sa capacité à théoriser et à exporter un modèle politique et de « civilisation » proprement chinois ; ainsi la Chine pourra-t-elle asseoir, sur le plan idéologique, le pouvoir hégémonique sur le reste du monde que Xi Jinping appelle de ses vœux.

II. L'entreprise de Wang Shaoguang : faire reconnaître la conception « chinoise » de la représentation comme une forme supérieure de démocratie.

Cette partie se veut un résumé aussi clair et exhaustif que possible d'un texte foisonnant, où la logique de la démonstration est souvent interrompue par des invectives à l'encontre des tenants du libéralisme occidental et par des panégyriques de Mao et de Xi Jinping. L'argument central de l'auteur est le suivant : une autre forme de démocratie est possible, la preuve étant que la Chine incarne une forme de représentation qui marche et remporte l'adhésion du peuple, et mérite donc d'être reconnue comme une forme plénière de démocratie. Pour cela, Wang invente un nouveau terme : la démocratie « représentationnelle », qu'il définit en opposition à la démocratie représentative « occidentale ».

1- Le régime chinois est démocratique car il jouit d'un fort soutien au sein de la population⁵

² Le « Document n°9 », largement diffusé en interne par le Secrétariat général du PCC en avril 2013 et qui a donné lieu à la campagne des « 7 Don't Speak » (*Qi bu jiang*), assimile les concepts, idéaux et valeurs forgés en Occident, comme ceux de « société civile » ou de « constitutionalisme », à des « tendances, positions et activités idéologiques erronées » qui mettent gravement en danger la renaissance de la nation chinoise (Froissart, 2018b ; Rolland, 2020 : 29).

³ Les hauts responsables du Parti et les médias d'État ont fréquemment réitéré l'importance de « bien raconter l'histoire de la Chine », depuis que le secrétaire général Xi Jinping a publié une directive en ce sens lors de la conférence nationale sur la propagande et l'idéologie en août 2013, tandis que le mot d'ordre des « 7 Don't Speak » lancé en avril de la même année intime aux enseignants, aux médias et aux cadres du Parti de ne pas parler, entre autres, « des erreurs passées du PCC ». Cette campagne pour éradiquer le « nihilisme historique » (entendre : toute version de l'histoire ne concordant pas avec celle du PCC) s'est notamment traduite par l'interdiction de la revue historique relativement indépendante *Yanhuang Chunqiu* (Printemps et automnes). (Cheek, Ownby, Fogel 2018 ; Froissart, 2018b)

⁴ Cette conférence développe et systématise des positions formulées par Li Changchun, alors chef de la propagande, dès 2012. (*Zhongguo renmin wang* 2012).

⁵ Les intertitres sont de l'auteur et non de Wang Shaoguang.

Wang commence par montrer, en s'appuyant sur des sondages d'opinion menés par des instituts de recherche tant chinois qu'étrangers, que le gouvernement chinois jouit d'un très fort taux de confiance au sein de la population chinoise. Environ 70% de la population chinoise soutient le gouvernement central et la direction du Parti selon des sondages menés en 2012-2013 (Edelman Trust Barometer, East Asia Barometer), tandis que les gouvernements issus des urnes dans les démocraties occidentales récoltent en général des taux de satisfaction extrêmement bas. L'auteur en déduit qu'un système qui jouit d'un tel soutien populaire est forcément démocratique, toute la question étant de savoir comment la démocratie est définie. Wang affirme ici, toujours à l'appui de sondages d'opinion et reprenant implicitement la distinction marxiste bien connue entre droits réels et droits formels, que les Chinois valorisent une définition substantielle de la démocratie alors que les occidentaux valorisent une définition formelle de la démocratie. L'État-Parti a su développer des modes opératoires pour mettre en œuvre une telle démocratie, ce qui lui permet de répondre efficacement aux besoins de la population. La première forme de démocratie renvoie à la liberté et à la démocratie procédurale (compétition entre partis politiques), tandis que la seconde renvoie à la bonne gouvernance (bonne gestion des affaires publiques), le contrôle des inégalités et la garantie des moyens de subsistance de base. Autrement dit, les Chinois donnent plus de poids à un système qui apporte des bénéfices tangibles au peuple ; ou encore, un système démocratique est un système qui prend réellement en compte les besoins du peuple. La preuve en est que seulement un tiers des chinois définissent la démocratie comme le droit de choisir leurs représentants politiques ou comme la liberté de critiquer les dirigeants, tandis que la moitié des personnes interrogées définissent la démocratie comme la capacité à contrôler les disparités entre riches et pauvres ou comme un système pouvant garantir les besoins fondamentaux du peuple (nourriture, habillement, logement).

2- Une démocratie illusoire ou les maux de la démocratie représentative

De là, Wang élabore la définition suivante : une démocratie qui met l'accent sur la protection de la substance et du contenu des droits est une démocratie représentationnelle (véritablement représentative), tandis qu'une démocratie qui ne met l'accent que sur l'aspect formel de l'exercice des droits est une démocratie représentative (électorale). Cette dernière met l'accent sur le représentant à travers le mandat par lequel les électeurs investissent le président et les députés du pouvoir de les représenter d'une part et le principe de responsabilité devant le peuple d'autre part. Selon Wang, le mandat n'est qu'un leurre car une fois élus, les représentants ne s'expriment ni n'agissent pour le peuple. L'élection revient à donner le pouvoir à d'autres qui ne vous représentent pas, surtout si vous venez des classes populaires car les premiers à être représentés sont les riches qui ont financé les élections. En d'autres termes, les élections consistent pour le peuple à donner tout pouvoir à ses représentants pour « les remplacer comme maîtres » et agir comme des tyrans.

En effet, la théorie du mandat est fondée sur une série d'hypothèses intenable : que les votants aient un comportement complètement rationnel, qu'ils jugent d'après une connaissance claire et approfondie des programmes de chaque parti, des politiques proposées et de leurs conséquences possibles ; que les politiques respectent leurs promesses de campagne à la lettre, et enfin que la mise en œuvre de ces promesses soit dans l'intérêt réel des votants. Or, quand bien même les élus tiendraient leurs promesses, cela ne serait pas dans l'intérêt du peuple car les campagnes électorales sont faites pour s'attirer un maximum d'électeurs et donc donner des gages à chacun, même si cela implique des politiques contradictoires. La théorie de la responsabilité devant les citoyens est également fondée sur une série d'hypothèses qui démontrent les failles de la démocratie, puisque cette théorie part selon Wang du principe que les élus peuvent ne pas nécessairement respecter leurs promesses et que même s'ils le font, cela

ne sera pas nécessairement bénéfique au peuple. Pour cela, ils seront donc sanctionnés en n'étant pas réélus ; sanction toute relative note Wang, car les politiciens américains trouvent à se réemployer dans le lobbying grâce auquel ils peuvent gagner beaucoup plus d'argent. Par conséquent, ni la théorie du mandat ni celle de la responsabilité devant le peuple ne parviennent à définir ce qu'est un régime véritablement démocratique puisqu'elles dévoient le principe même de la représentation démocratique qui est de servir les intérêts du peuple.

Par contraste avec la démocratie représentative, le concept clé attaché à la démocratie représentationnelle est celui de représentation et non celui de représentant. Or la représentation, comme le rappelle Hanna Pitkin dans *The idea of representation* selon Wang Shaoguang, peut être définie comme un mode opératoire permettant de réaliser les plus grands bénéfices pour le peuple, que le sujet représentant le peuple soit choisi ou non via des élections libres et compétitives est une autre question. Wang place également son argumentation dans le sillage de Robert Dahl, selon lequel « une des caractéristiques cruciales de la démocratie est que le gouvernement continue de répondre aux préférences des citoyens et que les citoyens soient complètement égaux sur le plan politique. » (Dahl, 1971 :1, cité par Wang). Or ces préférences, selon Wang, ce sont les besoins objectifs et concrets du peuple, par opposition, comme il le développe par la suite, à ce qu'il nomme les désirs subjectifs, toujours changeants, d'une élite.

3- La théorie chinoise d'une représentation effective et substantielle

Selon Wang, la Chine a déjà développé au cours de ces dernières décennies une théorie de la représentation qui lui est propre et que l'auteur se propose d'exposer en répondant aux questions suivantes : qui est représenté ? Par qui ? Qu'est-ce qui est représenté ? et comment ?

Qui est représenté : le peuple, c'est-à-dire un collectif et non des individus. Selon Mao, ce collectif regroupe le peuple travailleur, c'est-à-dire les ouvriers, les paysans, la petite bourgeoisie et la bourgeoisie nationale (opprimée par les impérialistes) ; les soldats selon Wang faisant partie des paysans dans la mesure où ils sont essentiellement issus de la paysannerie. Si les contours du peuple ont évolué au cours de l'histoire chinoise, ce terme a toujours renvoyé *in fine* « aux masses engagées dans la production matérielle » et à « tous les patriotes qui soutiennent le socialisme et l'unité de la mère-patrie ».

Par qui ? le peuple chinois n'est pas seulement représenté par les élus mais tous les fonctionnaires (*public servants*, en anglais dans le texte), c'est-dire, dans le vocabulaire communiste chinois, les cadres de l'État-Parti soit tous ceux qui ont un pouvoir politique. Si ces cadres correspondent bien à l'avant-garde du prolétariat décrite par Lénine, ils ne se comportent pas en élites. Au contraire, ils ont l'obligation de ne faire qu'un avec le peuple, car seules les masses sont « les véritables héros ». Les cadres doivent faire preuve d'humilité et apprendre du peuple et de leurs subordonnés dans la hiérarchie administrative, en aucun cas ils doivent se considérer comme les maîtres des masses.

Qu'est-ce qui est représenté ? Non pas les désirs subjectifs d'une élite (ex. réduire les impôts, obtenir le mariage homosexuel, la liberté d'expression), mais les besoins objectifs des classes inférieures (garantie de l'emploi, de l'accès à la santé, à l'éducation, au logement, à une pension de retraite etc.), ce par quoi nous pouvons constater selon Wang que les besoins objectifs des classes inférieures sont en réalité les besoins de la société toute entière et restent constants, tandis que les désirs subjectifs ne concernent qu'une élite et correspondent généralement à des caprices soumis au changement.

Comment ? en mettant en œuvre la « ligne de masse » qui doit être au fondement de toute décision politique et de l'élaboration de toutes les politiques publiques. Wang reprend ici la définition élaborée par Mao (notamment dans « À propos des méthodes de direction », *Œuvres choisies de Mao Zedong* vol.3⁶) : tout gouvernement correct part des masses et revient aux masses. Il s'agit pour les cadres d'aller à la rencontre des masses pour collecter leurs opinions (disparates, non systématiques), les synthétiser pour leur donner une dimension collective et systématique et enfin retourner aux masses pour leur inculquer la pensée juste qui été ainsi produite et faire en sorte qu'elles l'adoptent comme la leur. Il s'agit ensuite d'observer la mise en pratique des masses, collecter à nouveau leurs opinions et rectifier la théorie si elle n'est pas correcte, autrement dit sans cesse réajuster la théorie à l'aune de la pratique.

Cette nécessité faite aux cadres, selon la théorie de la ligne de masse, de sans cesse aller au peuple, de l'aimer, et d'écouter la voix des masses contraste avec le divorce entre les représentants et le peuple en dehors des élections et avec les abus de l'électoratisme.

La ligne de masse se distingue de la démocratie participative. Si, pour remédier au problème de déconnexion entre les élus et le peuple en démocratie parlementaire, certains théoriciens prônent le développement de la démocratie participative, celle-ci se ravale selon Wang à l'influence des lobbies – c'est-à-dire des riches et puissants – auprès de décideurs qui ne font pas l'effort de sortir de leur cage dorée pour aller à la rencontre du peuple. Au contraire, la ligne de masse préconise que les cadres quittent les « hautes sphères de leur cage dorée » pour aller à la rencontre du peuple, c'est-à-dire essentiellement les plus pauvres et les plus faibles, justement parce que leur capacité à influencer les politiques est moindre. En cela, la ligne de masse permet de garantir l'égalité de tous sur le plan politique, répondant ainsi à la définition que Dahl donne de la démocratie. Par contraste la démocratie participative n'est investie que par ceux qui en ont les moyens, en termes de temps, d'argent et de capital social, elle ne concerne qu'une élite qui se soucie plus de ses préférences subjectives que des besoins du peuple.

La théorie de la ligne de masse a cependant un talon d'Achille : le manque de conscience que les cadres ont des masses, et qu'il faut sans cesse raviver. Il s'agit donc de mettre en place des mécanismes à tous les échelons de l'administration contraignant les cadres à aller au peuple. L'idéal selon Wang est de combiner la ligne de masse qui contraint les cadres à s'intéresser aux sentiments du peuple et à « absorber la sagesse du peuple », avec la participation civique permettant au peuple d'être actif en exprimant sa volonté et en influençant les politiques publiques. Il appartient donc également au Parti d'organiser les masses afin qu'elles se saisissent de la volonté de participer et de la capacité à le faire.

La Chine a développé trois mécanismes pour mettre en œuvre la ligne de masse : (1) la conduite d'enquêtes sociales, (2) les mécanismes contraignant les cadres à partager la vie des masses que ce soit via les « trois ensemble » (*san tong* 三同) : manger ensemble, vivre ensemble, travailler ensemble ou le fait d'être « envoyé à la campagne », (3) les campagnes d'auto-critique et de rectification des cadres.

4- *Vade mecum de la ligne de masse*

⁶ Tous les textes de Mao cités dans cet article peuvent être consultés en accès libre sur le site <https://www.bibliomarxiste.net/auteurs/mao-zedong/>

Le *vade mecum* développé par Wang est autant un guide pratique, méthodologique que de bonne conduite morale, et consiste avant tout en une paraphrase des préceptes maoïstes. Il s'accompagne d'un panégyrique de Xi Jinping qui, selon Wang, a su promouvoir et mettre en œuvre les principes maoïstes de la ligne de masse alors que ceux-ci ont été oubliés pendant une longue période suivant le lancement des réformes.

Premièrement, les enquêtes sociales sont la base de toute politique publique, la recherche empirique permettant de se départir d'un « subjectivisme pernicieux ». Comme le soulignait Mao, « Qui n'a pas fait d'enquête n'a pas droit à la parole »⁷. Ce travail d'enquête doit représenter 90% du temps de tout dirigeant, tandis que le temps dévolu à la discussion et à la prise de décision ne doit pas excéder 10%. Deuxièmement, les décideurs doivent mener personnellement ces enquêtes et non les déléguer à des consultants ou s'en remettre simplement à des rapports écrits car, selon Mao, « ceux qui ne mènent pas un travail d'investigation ne sont pas à même de comprendre ». Ces enquêtes ne sont pas uniquement destinées à établir un savoir objectif mais aussi à créer une « communauté d'empathie et d'expérience » avec le peuple. Troisièmement, ces enquêtes doivent se concentrer sur les contradictions, les problèmes, les défis qui suscitent le plus de préoccupations, d'anxiété, de plaintes, mais aussi d'espoir chez les masses. Quatrièmement, les personnes devant faire l'objet d'enquêtes sociales doivent être avant tout celles qui ont la connaissance la plus approfondie de la situation sociale et économique, c'est-à-dire autant les cadres aux échelons moyens et inférieurs que les masses. Ces dernières doivent être associées aux enquêtes par les décideurs. Cinquièmement, l'état d'esprit à cultiver pour mener à bien ces enquêtes doit être « l'humilité et la volonté de se comporter comme un élève d'école primaire » selon l'expression de Mao, afin de gagner la confiance du peuple.

Comme le rappelle Xi Jinping, dont Wang cite le discours en novembre 2011 devant les nouveaux étudiants de l'École centrale du Parti :

*Lorsque les cadres dirigeants s'engagent dans des travaux d'enquêtes, ils doivent abandonner leur fierté et se consacrer de tout cœur au travail et s'immerger complètement dans les moindres détails, discuter des sujets avec les masses, écouter leurs voix, vivre leurs émotions de première main, ressentant leur douleur, synthétisant leur expérience et absorbant leur sagesse. Vous devez écouter les paroles des masses quand c'est facile, vous devez écouter les paroles des masses quand c'est difficile ; vous devez autoriser les masses à rendre compte de la situation, vous devez également autoriser les masses à présenter leurs propres opinions... ce n'est qu'ainsi que vous pourrez vraiment entendre un discours authentique, enquêter sur la situation réelle et acquérir de vraies connaissances pour obtenir de vrais résultats.*⁸ (traduction de l'auteur)

Sixièmement, c'est pourquoi conduire des investigations sociales consiste en réalité pour les cadres à se faire rééduquer par les masses et à en absorber la sagesse. Septièmement, il y a deux

⁷ Sauf indication contraire, toutes les citations de Mao sont tirées de l'article de Wang Shaoguang.

⁸ « Lingdao ganbu jinxing diaocha yanjiu, yao fangxia jiazi, pu xia shenzi, shenru tianjian ditou he changkuang chejian, tong qunzhong yiqi taolun wenti, qingting tamen de husheng, ticha tamen de qingxu, ganshou tamen de jiku, zongjie tamen de jingyan, xiqu tamen de zhihui. Ji yao ting qunzhong de shun'er hua, ye yao ting qunzhong de ni'er yan; ji yao rang qunzhong fanying qingkuang, ye yao qing qunzhong tichu yijian.....zheyang caineng zhenzheng ting dao shihua, cha dao shiqing, huode zhenzhi, shou dao shixiao. »

« 领导干部进行调查研究，要放下架子、扑下身子，深入田间地头和厂矿车间，同群众一起讨论问题，倾听他们的呼声，体察他们的情绪，感受他们的疾苦，总结他们的经验，吸取他们的智慧。既要听群众的顺耳话，也要听群众的逆耳言；既要让群众反映情况，也要请群众提出意见.....这样才能真正听到实话、察到实情、获得真知、收到实效。» (Wang, 2013 :167).

types d'enquêtes sociales, l'une consistant à « aller au peuple » (*zou chuqu* 走出去) ainsi que décrit précédemment, mais les méthodes devant évoluer avec leur temps, elles intègrent désormais les enquêtes en ligne ; l'autre consistant à « inviter le peuple » (*qing jinlai* 请进来), c'est-à-dire organiser des forums de discussion, des symposiums, autrement dit mettre en œuvre des mécanismes de consultation. Huitièmement, enquêtes sociales et recherche doivent aller de pair dans la mesure où il s'agit de discriminer et synthétiser un matériau divers et disparate afin de « rechercher la vérité dans les faits » (*shishi qiushi* 实事求是). La vérité s'apparente à « la clarification de la situation concrète » (selon Chen Yun), qui s'obtient au moyen d'échanges d'idées permettant de « trouver les lois fondamentales définissant les problèmes concrets » et ainsi de les résoudre.

Wang conclut en soulignant que ceux qui, en Occident, refusent de reconnaître le caractère démocratique du régime chinois font preuve d'aveuglement et d'une attitude « arrogante et arbitraire » propre à un hégémonisme culturel qui refuse de prendre en compte la voix du peuple chinois. Or celle-ci s'exprime dans le fait que 77% des Chinois considèrent leur régime comme démocratique (selon une enquête de l'East Asia Barometer de 2008), et définissent la démocratie comme une démocratie substantive répondant aux besoins de base des gens du peuple. Autrement dit, seule la démocratie chinoise permet au peuple d'« être maître de ses propres affaires » (*renmin zuozhu*, 人民做主). Afin de montrer que son point de vue est partagé, Wang laisse le mot de la fin à un chercheur taiwanais -Chu Yun-han- affirmant que, « en raison de la tradition culturelle particulière de la Chine et de son héritage révolutionnaire, ainsi que de la position particulière qu'elle occupe dans le monde, la Chine est en train de construire un discours public alternatif sur la légitimité politique, et de tracer sa propre voie de modernisation politique » (Yuan-han Chu, 2013 :24, cité par Wang).

III. Le retour aux mythes maoïstes

Je me propose ici de déconstruire le discours de Wang, tant sur la forme que sur le fond, pour montrer comment il constitue un discours de propagande qui tente de réhabiliter la théorie maoïste de la ligne de masse grâce à des mécanismes de mémoire et d'oubli sélectifs, tout en l'habillant des oripeaux de la science politique (manipulation *vs* analyse scientifique des sondages d'opinion, invention d'un simple néologisme en lieu et place d'un nouveau concept de la représentation, instrumentalisation de théories de la science politique occidentale etc.).

1- Une utilisation populiste des sondages d'opinion

L'argument central de l'article de Wang est d'avancer, en s'appuyant sur les sondages d'opinion, que la Chine est une démocratie parce que les Chinois considèrent leur régime comme démocratique, mais définissent la démocratie autrement. Il existe en effet plusieurs définitions de la démocratie, qui peuvent correspondre à ses différents aspects, la définition libérale insistant sur les droits civiques et politiques, la définition marxiste insistant sur les droits sociaux et économiques, la définition sociale-démocrate apparaissant comme une synthèse entre les deux. D'autres définitions correspondent à ses différentes incarnations temporelles (la démocratie athénienne diffère de la démocratie parlementaire des démocraties modernes) ; ou encore à l'ordre du savoir auquel on se réfère : l'opinion publique, le savoir scientifique, l'idéologie. Ce qui distingue le savoir scientifique, c'est notamment son rapport à la vérité, c'est-à-dire à la preuve empirique qui peut le confirmer ou l'infirmer. Un savoir scientifique est un savoir construit méthodologiquement, réfutable empiriquement et qui intègre

l'ensemble du savoir qui l'a précédé. L'idéologie est un savoir théorique qui n'a pas de rapport avec la vérité empirique. L'opinion publique quant à elle est un savoir populaire influencé par l'éducation, le discours des médias et des politiques etc., c'est-à-dire par l'ensemble des moyens de socialisation et les valeurs qui la sous-tendent. Quelle que soit la nature du régime, la définition que donne l'opinion publique de la démocratie n'est pas nécessairement celle des politologues, ce qui se vérifie souvent dans les sondages où une partie de l'opinion peut percevoir un régime comme autoritaire alors qu'il ne l'est pas dans les faits et inversement. Comme le note Tianjian Shi, un politologue américain ayant participé à l'élaboration des questionnaires de l'East Asia Barometer au début des années 2000, de nombreux Chinois attribuent une note plus élevée à leur système politique sur l'échelle de la démocratie que les citoyens des pays dont le système politique est de fait démocratique (Shi, 2008 : 209). Tout est une question de référent : tandis que les chinois se réfèrent selon Shi à une expérience passée et ont le sentiment que leur régime se libéralise et se démocratise (ce qui était le cas dans les années 2000 à l'époque où ont été conduits les sondages auxquels Shi et Wang se réfèrent), les occidentaux eux, se réfèrent à une définition normative de la démocratie (Shi, 2008 : 220, 222). Autrement dit, les critères d'évaluation auxquels les Chinois se réfèrent ne sont pas équivalents à ceux de citoyens d'autres pays, en particulier occidentaux. Pour rendre compte de cet écart entre la nature objective d'un régime et la manière dont il est perçu par ses citoyens, certains politologues spécialistes de l'analyse des sondages ont recours à la notion de « citoyenneté critique » (*critical citizenship*) qui met en avant le fait que l'évaluation par les citoyens des institutions politiques dépend de normes subjectives mais partagées qui varient dans le temps et l'espace, et permet ainsi de détecter des biais culturels et autres « spécificités contextuelles » dans l'appréhension des termes et des questions posées (Norris, 1999 ; Adcock & Collier, 2001 ; Steinhardt, 2012).

Aussi, partir de l'opinion publique pour tenter de fonder un savoir scientifique (ce qui est la démarche de Wang ici) relève d'une utilisation populiste des sondages d'opinion, faisant étrangement écho à l'idée proprement totalitaire d'« une opinion de masse souverainement normative » (Lefort, 1994 : 175). Le fait que l'opinion publique chinoise perçoive le régime chinois comme démocratique peut s'expliquer par le fait que la discussion sur la démocratie a imprégné la vie politique chinoise depuis le début du XX^e siècle (Meissner, 1989 ; Béja, 2004), que celle-ci a souvent été valorisée et que depuis la chute de l'empire en 1911, chaque régime chinois, aussi autoritaire qu'il ait été dans la pratique, a toujours prétendu être démocratique. Toute la question étant en effet, comme le note Xu (2011) à la suite de Wang, de savoir de quelle « démocratie » on parle. Depuis 1949, le PCC inculque aux citoyens chinois l'idée qu'ils vivent dans une « démocratie socialiste » qui est définie, en référence à l'analyse marxiste des classes sociales, comme plus avancée que la « démocratie bourgeoise » parce qu'elle sert les intérêts de la majorité de la population (« le peuple ») – tout en privant de droits ceux qui exploitent les autres et déstabilisent l'Etat (les « ennemis du peuple ») – et refuse la compétition des partis politiques et la séparation des pouvoirs, considérés comme des outils aux mains de la bourgeoisie pour tromper la majorité (Shi, 2008 : 211-12). Aussi, tout ce que démontrent les sondages cités par Wang, c'est qu'une majorité de la population chinoise exprime une conception de la démocratie qui reflète la définition qu'en donne le PCC, ce qui n'est pas très étonnant dans un contexte de primat de l'idéologie dans le système éducatif, de contrôle de l'information, notamment des médias et d'internet et d'absence de liberté d'expression. Enfin, ce que révèlent les analyses de Shi, plus précises et rigoureuses sur le plan méthodologique que celles de Wang, c'est que les personnes interrogées ont souvent une conception floue et contradictoire de la démocratie, mais que le soutien à la démocratie dans son sens libéral augmente avec le niveau d'éducation et de revenus (Shi, 2008 : 233). Cette donnée est sans doute à mettre en parallèle avec le fait que l'élite chinoise envoie ce qu'elle a de plus précieux,

à savoir ses enfants et son argent, dans les démocraties occidentales, en premier lieu les États-Unis, le Canada, l'Australie et le Royaume Uni (New Beijing News, 2011).

Enfin, mesurer le degré de démocratie d'un régime à son taux de soutien populaire apparaît également contestable, la démocratie se définissant justement par sa capacité à autoriser et intégrer la critique. Il ne semble donc pas contradictoire qu'un système où l'esprit critique et l'expression de la critique sont valorisés récolte un taux de satisfaction inférieur à un régime qui n'encourage pas l'autonomie de pensée et condamne souvent la critique, en particulier lorsqu'elle touche les dirigeants, les politiques de l'État et les valeurs qui les sous-tendent. Ce lien entre capacité critique et insatisfaction à l'égard du statu quo politique et social – et par extension le manque de confiance dans les institutions – a été démontré par Jamal (2007) dans le monde arabe et est vérifié en Chine par le fait que le taux de confiance des Chinois à l'égard du gouvernement central est bien supérieur à leur taux de confiance dans les gouvernements locaux (Li, 2004). Ceci peut s'expliquer par un rejet systématique du blâme par le gouvernement central sur les gouvernements locaux (Ran, 2017), à l'égard desquels la critique est non seulement autorisée mais parfois même encouragée par des alliances plus ou moins explicites entre gouvernement central et citoyens lésés pour prendre en défaut les cadres locaux (O'Brien & Li, 2006). Ces alliances entre l'État central et citoyens lésés contre les cadres locaux, qui constitue une constante de la politique chinoise (Xu, 2011), est justement ce qui permet à l'État central de maintenir une forte légitimité en dehors de tout processus de légitimation démocratique (O'Brien & Li, 2006), y compris en période de crise. La crise de la Covid 19, dont l'État central a fait porter toute la responsabilité au gouvernement de Wuhan (Froissart, 2020a ; Froissart, 2020b) et dont il sort renforcé (Lemaître, 2020) en constitue l'illustration la plus récente. En d'autres termes, outre que la confiance des citoyens à l'égard des institutions appelle une étude à différentes échelles, cette confiance n'atteste en rien de la nature démocratique d'un régime.

2- Une vision caricaturale de la démocratie occidentale assimilée au système américain

La dénonciation des « mythes » (*shenhua* 神话) que représentent les concepts créés par les démocraties libérales occidentales est devenue une constante du discours du PCC et des intellectuels de l'establishment afin de faire valoir par contraste la validité du modèle chinois (Rolland, 2020 : 11). Wang ne déroge pas ici à la règle en dénonçant le « leurre » (*beilun* 悖论) de la démocratie représentative, leurre qu'il contribue largement à créer. Si l'auteur reprend à son compte des critiques fondées et souvent formulées à l'encontre de la démocratie électorale, notamment la difficulté pour les plus démunis d'influencer la politique, le divorce entre les élus et les citoyens, l'absence de préoccupation voire de connaissance qu'ont les élus des conditions de vie concrètes des plus pauvres, il en grossit le trait jusqu'à la caricature. Ainsi les élections se résument-elles sous sa plume à l'électoratisme et au pouvoir de l'argent, la participation politique au pouvoir des lobbies. La démocratie est ravalée au modèle américain, référent bien commode pour l'argumentation de Wang puisque les États-Unis ne sont de fait pas une démocratie sociale, sans que ne soit pris en compte par exemple la manière dont l'Europe a intégré la critique marxiste à travers la construction de l'État providence. De même, Wang ne prend nullement en compte la manière dont les démocraties libérales tentent de corriger les défauts et dérives des élections par des expériences de démocratie participative impliquant les citoyens ordinaires. Aux défauts bien réels mais caricaturés des démocraties occidentales, Wang oppose un modèle chinois de démocratie non moins mythifiée.

3- Modèle idéologique vs théorie scientifique : l'éviction de toute réalité empirique

Je me propose ici de revenir sur l'explicitation du modèle normatif proposé par Wang, qui reprend largement celui de Mao mais en occulte des aspects essentiels, ainsi que sur ses applications concrètes passées et présentes, complètement absentes du discours de l'auteur.

a) *L'inégalité au fondement du régime de la RPC*

Contrairement à ce qu'avance Wang Shaoguang, il n'existe pas d'égalité politique en Chine. Bien que les Constitutions chinoises se réfèrent au concept de citoyenneté, et stipulent pour certaines l'égalité des citoyens devant la loi⁹, il n'a jamais existé de contrôle de constitutionnalité en RPC et, dans la pratique, le concept de « peuple » a toujours prévalu sur celui de « citoyen » (Yu, 2002 ; Billeter, 1985). La différence entre ces deux termes est explicitée par Zhou Enlai dans un discours de 1953 expliquant le programme commun. Le peuple correspond aux bons éléments au sein de la société (c'est-à-dire, comme le rappelle Wang, les ouvriers, les paysans, les petits bourgeois, la bourgeoisie nationale et quelques éléments patriotiques démocratiques qui se sont consciemment démarqués des vieilles classes réactionnaires). Les citoyens comprennent le peuple et les ennemis du peuple, c'est-à-dire les classes réactionnaires comme la classe bureaucratique, la bourgeoisie compradore et les propriétaires terriens. Ces dernières catégories ne jouissent pas des droits du peuple, mais doivent se soumettre aux devoirs des citoyens, en particulier soutenir le Parti et la révolution. Cette distinction, qui invalide le concept même de citoyenneté et établit une équivalence entre « citoyens » et « nationaux », a été développée par Mao dans les *Dix grandes relations* (1956) et dans *De la juste solution des contradictions au sein du peuple* (1957) où il avance que les contradictions antagonistes opposent au sein de la même nation le peuple et les ennemis du peuple. Ces derniers, dont la liste n'a cessé d'augmenter au cours de la période maoïste au gré des luttes politiques, doivent être soit éliminés, soit réinsérés au sein de la société au moyen de la rééducation. Autrement dit, se structurant autour de la création, de la politisation et de l'essentialisation de classes sociales qui deviennent par là même des statuts (Billeter, 1985 ; Leys, 1998), le régime de la RPC se caractérise par la mise en œuvre systématique de l'exclusion selon des critères politiques. Si la plupart des étiquettes politiques de l'époque maoïste ont aujourd'hui disparu, le peuple se constitue toujours, comme le rappelle Wang, de « tous les patriotes qui soutiennent le socialisme et l'unité de la nation », autrement dit, continue d'exclure les citoyens chinois qui s'opposent au Parti et refusent d'identifier ce dernier à la nation chinoise. Or, être exclu du Parti c'est être exclu de la société par la privation de tout droit, y compris celui à la vie. Tous ceux qui ne reconnaissent pas l'idéologie officielle sont des ennemis à abattre, comme l'a rappelé à l'été 2017 la mort tragique en prison du dissident et Prix Nobel de la Paix Liu Xiaobo faute de traitement médical adéquat (Béja, 2017). Tous ceux qui professent une religion susceptible de faire concurrence à l'idéologie officielle sont toujours soumis à la rééducation, comme en attestent les camps du Xinjiang, avatars contemporains des camps de rééducation par le travail (Zenz, 2019).

Loin de représenter un idéal d'égalité ou d'unité, le peuple lui-même est profondément divisé selon des lignes de fractures socio-économiques instaurées par le PCC. L'édification du socialisme s'organise en effet autour d'une vision organiciste de la société qui implique que chaque individu a un rôle nécessaire au fonctionnement de l'ensemble. Aussi l'État assigne-t-il chacun à un rôle et une place dans la société auxquels sont attachés des droits et des devoirs différents. Dans les *Dix grandes relations*, Mao formule en 1956 l'idée que la priorité doit être donnée à l'industrie lourde, dont le développement doit être financé par l'agriculture. Il jette

⁹ Celle-ci figure dans les Constitutions de 1954 et de 1982. Cependant, les Constitutions de 1975 et 1978, publiées pendant et à la fin de la Révolution culturelle, font disparaître l'égalité devant la loi des citoyens au profit de l'insistance sur la lutte des classes.

ainsi les bases d'une division fonctionnelle entre villes et campagnes et d'une hiérarchie entre le statut d'agriculteur et celui d'urbain. Le statut, déterminé par le lieu de résidence et la place dans le système de production, est transmis par la mère et assigné à la naissance par le système d'enregistrement de la population appelé *hukou*. Pendant toute l'époque maoïste, les urbains - ouvriers, cadres, soldats soit 13% de la population chinoise (Chan, 1994 :6) ont bénéficié d'un emploi à vie et d'une prise en charge sociale totale par l'État, financée par les paysans qui devaient quant à eux compter sur leurs propres forces pour se loger, se nourrir, se vêtir, se soigner, s'éduquer et entretenir les infrastructures publiques de base. Aussi le système du *hukou* a-t-il imposé une conception locale, stratifiée et fonctionnaliste de l'appartenance sociale qui perdure jusqu'à nos jours, et en vertu de laquelle personne en Chine n'est traité sur un pied d'égalité (Froissart, 2008 ; Froissart, 2013). La distinction entre paysans et urbains, bien que progressivement effacée des livrets de *hukou* depuis le début des années 2000, existe toujours dans les faits, les urbains continuant de jouir d'une citoyenneté sociale plénière à laquelle n'ont pas accès les ruraux. En d'autres termes, non seulement l'égalité sociale et économique des citoyens n'a pas plus d'existence en Chine que l'égalité politique, mais le PCC a créé une société profondément divisée tant sur le plan politique, économique que social. Depuis les réformes, les inégalités liées à la réintroduction de l'économie de marché s'étant surimposées à celles instituées et continuellement recrées par l'État, la Chine est devenue l'un des pays les plus inégalitaires au monde comme en témoigne son coefficient Gini¹⁰. Celui-ci a dépassé le seuil des 0,4 au début des années 2000, a atteint un pic à 0,491 en 2009 et était toujours de 0,467 en 2017¹¹. Par comparaison, les pays les plus égalitaires ont un indice de l'ordre de 0,2 (Danemark, Suède, Japon) contre 0,6 pour les plus inégalitaires (Brésil, Guatemala, Honduras) (Rouai & Margeritte, 2018). La Chine ne correspond donc pas à un pays démocratique selon la définition de la démocratie retenue par Wang comme la satisfaction des besoins de base et le contrôle des inégalités.

b) *La ligne de masse ou le fantasme de l'Un*

Sans doute plus qu'aucun autre mode de représentation, la ligne de masse incarne ce que Claude Lefort décrit comme le fantasme de l'Un (Lefort, 1994 : 173). A un peuple idéalement homogène et unifié correspond un État-Parti unique qui l'englobe et avec lequel il se confond, dans la mesure où la dimension symbolique du droit ne vient plus les séparer. Les conséquences sont connues : une prophylaxie sans cesse recommencée (à travers les campagnes d'élimination des ennemis du peuple d'une part, de rectification des cadres et de lutte contre la corruption d'autre part) pour maintenir la pureté de la société et du Parti. De manière tout à fait significative, Wang Shaoguang occulte dans cet article le premier texte dans lequel Mao élabore sa théorie de la représentation, tant dans les domaines littéraire, artistique que politique, et qui constituera le socle théorique de la ligne de masse : les *Interventions aux causeries sur la littérature et l'art*, rédigé en 1942 dans la base révolutionnaire de Yan'an. Dans ce texte fondateur, le futur Grand Timonier développe une vision de la représentation révolutionnaire comme un processus d'aliénation (au sens premier de « devenir autre ») : les intellectuels (ou cadres du Parti) doivent s'identifier aux masses au point de devenir les masses et « ne faire qu'un avec elles » (Mao, 1965 : 86) ; ou encore « servir les masses » c'est « se fondre avec elles ». Toute forme de distinction, que ce soit entre dirigeants et dirigés, entre intellectuels et travailleurs manuels doit être abolie non seulement dans l'ordre de la société (abolition des classes sociales), non

¹⁰ Coefficient mesurant l'inégalité dans la distribution des revenus sur une échelle de 0 à 1 ; 0 représentant l'égalité parfaite et 1 l'inégalité parfaite. Les économistes considèrent que des inégalités dépassant le seuil de 0,4 représentent une menace pour la stabilité sociale et politique d'un régime.

¹¹ Indice de Gini de l'inégalité dans la distribution des revenus de la Chine de 2007 à 2017

<https://fr.statista.com/statistiques/666340/indice-de-gini-inegalites-dans-la-distribution-du-revenu-en-chine/>

seulement dans l'ordre du pouvoir (celui-ci perdant son caractère transcendant par l'absence de distinction entre le représentant et ce qui est représenté), mais aussi dans l'ordre ontologique. Mao formule ainsi l'une des ambitions du totalitarisme marxiste-léniniste formalisé par Staline : celle de changer l'homme (Sun, 2020 : 545-557). La naissance de « l'homme nouveau », pour reprendre l'expression de Staline, nécessite de « se soumettre à une refonte longue et douloureuse » convient Mao dans les *Causeries*, « il est peut-être inévitable que cela n'aille pas sans beaucoup de souffrances et de frictions » (Mao, 1965 : 86). En effet, le processus de transformation est solidaire de la mise en place de mécanismes de contrainte non seulement pour forcer les cadres à aller au peuple comme l'évoque Wang Shaoguang, mais à *se faire peuple* : c'est là le rôle des campagnes de rééducation des cadres (dont la première est lancée à Yan'an en 1942 au moment où se tiennent les *Causeries*), au cours desquelles les cadres devaient conduire des sessions de critique et d'autocritique censées révéler les conceptions idéologiques erronées et les déviations de la ligne du Parti. Ces campagnes de rééducation, qui ne sont jamais parvenues à endiguer la corruption endémique des cadres, culmineront dans le mouvement d'éducation socialiste (1963-65) qui a fait au moins 77 000 morts et a conduit à l'expulsion de 5,3 millions cadres du Parti (Yang, 2016 : 76). La campagne de lutte contre la corruption menée par Xi Jinping depuis son arrivée au pouvoir et qui a fait près de deux millions de victimes entre 2013 et 2018¹², s'inscrit en droite ligne de cette entreprise de purification du Parti -et de son identification au Peuple- ainsi que le rappellent les nombreux appels de Xi Jinping à préserver la « pureté » du Parti¹³.

Une autre manière de soumettre la théorie de la ligne de masse à l'épreuve de la vérité empirique serait de souligner que la nécessité de prendre en compte « l'opinion » ou « la voix » du peuple (l'absence de pluriel est ici significative), maintes fois réitérée par Mao, Xi et Wang dans ce texte, se heurte, aujourd'hui comme hier, à l'incapacité structurelle du Parti à intégrer la contradiction, même lorsque celle-ci émane de ceux qui ne remettent pas en cause sa domination. La campagne des Cent Fleurs, lancée par Mao en février 1957, invitant les intellectuels à exprimer leurs critiques afin d'aider le Parti à se rectifier s'est soldée par une Campagne anti-droitiers en vertu de laquelle entre 1 et 5 millions de personnes (pas uniquement des intellectuels) ont été envoyés à la campagne ou dans des camps de rééducation par le travail (Vidal, 2016 : 3)¹⁴. De même, les participants au mouvement démocratique de 1989 qui ne remettaient pas en cause le pouvoir politique du Parti dans la mesure où ils ne réclamaient pas la tenue d'élections mais demandaient le droit de s'organiser de manière autonome et de dialoguer sur un pied d'égalité avec le Parti, ont été soit réprimés dans le sang, soit emprisonnés (Béja, Bonnin & Peyraube, 1991). Cette incapacité à intégrer la critique conduit à un divorce consommé avec la « réalité objective » pourtant au cœur du discours de Wang et de la propagande du Parti. La critique étant assimilée à une déviation, signaler une difficulté, révéler une défaillance, c'est s'exposer à la répression. Le Parti ne recevant plus d'informations fiables, les décisions sont prises dans l'ignorance des réalités économiques et sociales. En témoignent par exemple la série de décisions irrationnelles qui ont conduit à la famine du Grand Bond en Avant qui a causé la mort de 20 à 43 millions de personnes (Peng, 1987) alors que, abusés par les rapports de récoltes abondantes effectués par les cadres locaux, les dirigeants centraux les

¹² Selon les chiffres de la commission centrale disciplinaire, 1,34 million de cadres ont été sanctionnés entre 2013 et 2017 (Ekman, 2020 : 80) et 621 000 au cours de l'année 2018 (Associated Press, 2019). Cette campagne se poursuit toujours aujourd'hui et touche désormais les cadres du Parti ayant trouvé refuge à l'étranger.

¹³ Par exemple, dans son rapport au XIXe Congrès du PCC en octobre 2017, Xi Jinping a appelé à « racler l'os pour éliminer le poison, extirper tous les facteurs préjudiciables à la pureté et au caractère avancé du Parti et éliminer tout virus nuisible à sa santé » (Xi, 2017).

¹⁴ Les estimations du nombre de victimes fluctuent de 1 à 3 millions, voire 5 millions si l'on prend en compte les personnes réprimées durant le mouvement d'éducation socialiste (Vidal, 2016 : 3).

ont magnifiées au-delà du vraisemblable. Cette logique a de nouveau été amplement illustrée lors de la crise de la Covid-19. Bien que la Chine se soit dotée, après l'épidémie de SRAS en 2003, de l'un des systèmes de détection des épidémies les plus performants au monde, le primat du politique, la peur des cadres de Wuhan d'être tenus responsables a empêché le Parti de juguler l'épidémie dans les temps, tandis que tous ceux qui ont eu le courage de dire la vérité (journalistes citoyens, médecins lanceurs d'alerte) ont été réprimés (Froissart, 2020a ; Froissart, 2020b).

c) *L'annihilation du sujet politique ou l'autoritarisme populiste.*

Si Wang Shaoguang définit la démocratie comme un régime dans lequel le peuple est « maître de ses propres affaires » (*renmin zuozhu* 人民做主), il évacue, paradoxalement, complètement la question du sujet politique. Toute forme de démocratie requiert un processus d'adhésion formel ou de délégation auquel les sondages d'opinion ne peuvent se substituer. Or, ce qui est justement dénié dans ce texte, c'est la capacité du peuple à choisir et à décider pour lui-même, autrement dit à être l'agent de sa propre histoire. Wang ne fournit aucun argument convaincant permettant d'affirmer que le pouvoir du peuple (*demos kratos*) puisse s'exercer autrement que directement par la participation aux décisions politiques ou via la délégation de pouvoir qu'est la représentation politique fondée sur le mandat et sa révocation. A ce pouvoir du peuple, Wang oppose l'expression de l'opinion du peuple – un peuple abstrait, désincarné, déconnecté des individus qui le compose et de leurs intérêts particuliers- en dehors de toute forme de dispositif institutionnel. L'expression d'une opinion n'est pas un pouvoir de décision. Dans un tel dispositif, le seul sujet politique est, comme le souligne Xu Jilin (2011), le Parti qui synthétise¹⁵, organise la diversité des opinions et au final, prend les décisions politiques. Ces décisions sont prises, de manière paternaliste, en fonction de ce que le Parti estime être « les intérêts fondamentaux du peuple » (*renmin de jiben liyi*, 人民的基本利益) mais dans un tel système où aucun dispositif institutionnel – que ce soit le contrôle d'un parlement élu ou des tribunaux indépendants assurant la primauté du droit – ne vient limiter la toute-puissance de l'État-Parti, aucun recours n'est prévu lorsque les droits et intérêts des individus sont enfreints. Ainsi, comme le souligne Xu Jilin avec justesse, la démocratie envisagée par Wang n'est en réalité qu'un « autoritarisme réactif », répondant à certaines opinions du peuple lorsque celles-ci sont en accord avec les intérêts fondamentaux du Parti, les cadres étant responsables devant la hiérarchie du Parti (principe qualifié de « centralisme démocratique ») et non devant le peuple (Xu, 2011). Le discours tenu par le PCC sur les manifestations pro-démocratie à Hong Kong lors du mouvement des Parapluies en 2014 ou du mouvement contre la loi d'extradition en 2019 illustre bien la négation du peuple comme sujet politique : les opposants aux décisions de Pékin et du gouvernement hongkongais ne pouvaient, selon le PCC, qu'être manipulés par des forces étrangères hostiles au régime chinois et non exprimer une opinion rationnelle et personnelle.

Conclusion

¹⁵ Cette synthèse de la diversité des intérêts particuliers que le Parti prétend opérer n'équivaut pas à un consensus, ce dernier requérant également un processus d'adhésion en vertu duquel les parties renoncent volontairement à certains de leurs intérêts particuliers pour s'accorder sur le plus petit dénominateur commun. Comme j'ai pu le montrer par ailleurs, l'impossibilité d'une telle synthèse est clairement illustrée, par exemple, par l'échec de la réforme des syndicats chinois qui, bien qu'ayant été amenés à reconnaître dans une certaine mesure la divergences des intérêts entre employeurs et employés suivant la réintroduction du marché, prétendent toujours représenter l'ensemble des intérêts sociétaux et en synthétiser les contradictions sans réforme de la représentation ni de la participation sur les lieux de travail, et sans avoir été mandatés pour le faire par aucune des parties. Voir par exemple Froissart, 2018.

Malgré sa tentative de parer des oripeaux de la science politique les vieux habits du Président Mao, ce texte cache mal sa pauvreté intellectuelle et imaginative. La démocratie « représentationnelle » de Wang Shaoguang n'est qu'un nouveau mot pour la théorie maoïste de la ligne de masse, une théorie singulièrement délestée de ses applications et conséquences pratiques que Wang tente de réhabiliter via la manipulation de sondages d'opinion. Les manipulations et ellipses auxquelles Wang a recours dans ce texte ne doivent pas faire oublier que toute représentation qui nie la dimension symbolique de la médiation prive les individus qui composent le « peuple » du statut de sujet politique et conduit à des sacrifices humains d'une ampleur phénoménale. Si cet article ne propose aucune nouvelle définition convaincante de la représentation politique, et s'apparente plus à un texte de propagande qu'à un article scientifique, il est en revanche représentatif des efforts d'une grande partie des intellectuels de la Nouvelle Gauche chinoise et du PCC pour faire valoir une version indigène du socialisme, et par-delà, d'une modernité politique s'opposant à une modernité libérale « occidentale » caricaturée et conspuée. Il est intéressant de noter que cette soi-disant modernité politique chinoise, censée valoir également pour le reste du monde et que la Chine ambitionne d'exporter, ne se formule pas en des termes différents de la modernité politique libérale mais à travers la re-sémantisation-subversion des concepts politiques qui sont au fondement de cette dernière. Si la démarche n'est pas nouvelle et prolonge notamment l'ambition maoïste d'inventer une « nouvelle démocratie », elle apparaît, à la lumière de ce texte essentiellement manipulateur, comme une volonté perverse d'avancer masqué en investissant des concepts et revendications largement respectées et reconnues au sein de la communauté internationale afin de refaçonner *volens nolens* l'horizon conceptuel de ceux qui les utilisent. S'il appartient à tout peuple d'inventer son modèle politique – pour autant que celui-ci respecte les droits fondamentaux de la personne humaine- c'est envers le pouvoir de nuisance de cette démarche, qui n'hésite pas à faire feu du sentiment de culpabilité de certains intellectuels de gauche occidentaux envers les ambitions hégémoniques passées et présentes de l'Occident, et se nourrit des incertitudes politiques de notre époque, qu'il convient de rester particulièrement vigilant.

Bibliographie :

Adcock Robert et Collier David (2001). Measurement Validity: A Shared Standard for Qualitative and Quantitative Research. *The American Political Science Review*, 95 (3), 529–46.

Arendt Hannah (2005). *Les origines du totalitarisme, Le système totalitaire*. Paris : Seuil coll. Points/ Essais).

Associated Press (2019). China's anti-corruption campaign recovers \$519 million in a year, <https://www.nbcnews.com/news/world/china-s-anti-corruption-campaign-recovers-519-million-year-n957491>

Béja Jean-Philippe (2004). *A la recherche d'une ombre chinoise. Le mouvement pour la démocratie en Chine (1919-2004)*. Paris : Seuil (coll. L'histoire immédiate).

Béja Jean-Philippe (2017). Liu Xiaobo, Prix Nobel de la paix, est mort sans avoir été libéré. Blog de Mediapart. <https://blogs.mediapart.fr/jean-philippe-beja/blog/140717/liu-xiaobo-prix-nobel-de-la-paix-est-mort-sans-avoir-ete-libere>

Béja Jean-Philippe, Bonnin Michel, Peyraube Alain (1991). *Le tremblement de terre de Pékin*. Paris : Gallimard (coll. Au vif du sujet).

Billeter Jean-François (1985). The System of 'Class Status'. Dans Stuart R. Schram (dir.), *The Scope of State Power in China* (p.138-142). Londres: School of Oriental and African Studies.

Chan Kam Wing (1994). *Cities With Invisible Walls. Reinterpreting Urbanization in Post-1949 China*. Hong Kong : Oxford University Press.

Cheek Timothy, Ownby David, Fogel Joshua (2018). Mapping the Intellectual Public Sphere in China Today. *China Information* 32 (1), 107-120.

Ekman Alice (2020). *Rouge vif. L'idéal communiste chinois*. Paris : Éditions de l'Observatoire.

Froissart Chloé (2001). La renaissance du libéralisme chinois dans les années 1990. *Esprit* (280), 112-125.

Froissart Chloé (2008). Le système du *hukou* : pilier de la croissance chinoise et du maintien du PCC au pouvoir. *Etudes du CERI* (149). Paris : Fondation nationale des sciences politiques.

Froissart Chloé (2013). *La Chine et ses migrants. La conquête d'une citoyenneté*. Presses universitaires de Rennes, coll. Res Publica.

Froissart Chloé (2018a). Enjeux du débat sur les sciences sociales dans la Chine de Xi Jinping. Introduction au numéro spécial « Savoir et pouvoir dans la Chine du 21^e siècle : la production des sciences sociales ». *Perspectives Chinoises* (4), 3-9.

Froissart Chloé (2018b). Changing Patterns of Chinese Civil Society: Comparing the Hu-Wen and the Xi Jinping Eras. Dans Willy Wo-Lap Lam (dir.), *Routledge Handbook of the Chinese Communist Party* (p.352-371). Londres: Routledge.

Froissart Chloé, Liu Yan, Meng Han (2019). Trade-offs between legitimacy and efficiency: Chinese unions in search of collective bargaining. *China Perspectives* (2): 29-38.

Froissart Chloé (2020a). Le coronavirus révèle la matrice totalitaire du régime chinois. *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/02/11/chloe-froissart-le-coronavirus-revele-la-matrice-totalitaire-du-regime-chinois_6029132_3232.html

Froissart Chloé (2020b). Le virus n'a pas vaincu l'opacité chinoise. *Terra nova*. <https://tnova.fr/notes/le-virus-n-a-pas-vaincu-l-opacite-chinoise>

Jamal Amaney (2007). When is Social Trust a Desirable Outcome? Examining Levels of Trust in the Arab World. *Comparative Political Studies*, 40 (11), 1328–49.

Lefort Claude (1994). L'image du corps et le totalitarisme. Dans Claude Lefort, *L'invention démocratique* (p.159-176). Paris : Fayard.

Lemaître Frédéric (2020). Selon deux enquêtes nord-américaines, les Chinois sont plutôt satisfaits de leurs dirigeants. *Le Monde*,

https://www.lemonde.fr/international/article/2020/07/18/selon-deux-enquetes-nord-americaines-les-chinois-sont-satisfaits-de-leurs-dirigeants_6046594_3210.html

Leys Simon (1998). Les habits neufs du Président Mao. Dans Simon Leys, *Essais sur la Chine*, 3-227. Paris: Robert Laffont.

Li Lianjiang (2004). Political Trust in Rural China. *Modern China*, 30 (2), 228–58.

Mao Tse-Toung (1965). Interventions aux causeries sur la littérature et l'art à Yenan. Dans Mao Tse-Toung, *Sur la littérature et l'art* (p.80-128). Pékin : Éditions en langues étrangères.

Meissner Warner (1989). Le mouvement des idées politiques et l'influence de l'Occident. Dans M-C Bergère, L. Bianco et J. Domes (dir.), *La Chine au XXe siècle. D'une révolution à l'autre 1895-1949* (p.325-356). Paris: Fayard.

New Beijing News, Xingjingbao, 新京报 (2011), Diaocha cheng Zhongguo jin banshu qianwan fuhao zheng kaolü yimin 调查称中国近半数千万富豪正考虑移民 (Une enquête révèle que près de la moitié des millionnaires chinois envisagent l'immigration), 31 octobre, http://www.china.com.cn/economic/txt/2011-10/31/content_23767571.htm

Norris Pipa (1999). Conclusions: The Growth of Critical Citizens and Its Consequences. Dans Pipa Norris, *Critical Citizens: Global Support for Democratic Government* (p. 257–72). Oxford: Oxford University Press.

O'Brien Kevin et Li Lianjian (2006). *Rightful resistance in rural China*. New York: Cambridge University Press.

Peng Xizhe (1987). Demographic Consequences of the Great Leap Forward in China's Provinces. *Population and Development Review* 13 (4), 639-70.

Ran Ran (2017). Understanding blame politics in China's decentralized system of environmental governance: Actors, strategies and context. *The China Quarterly*, 231, 634-661.

Rolland Nadège (2020). China's vision for a new world order. The National Bureau of Asian Research, NBR Special Report no. 83., Janvier. <https://www.nbr.org/publication/chinas-vision-for-a-new-world-order/>

Rouiaï Nashidil et Margueritte Laura (2018). Chine : des inégalités sociales persistantes, *Areion24news*, <https://www.areion24.news/2018/10/06/chine-des-inegalites-sociales-persistantes/>

Shi Anshu, Lachappelle François, Galway Matthew (2018). The Recasting of Chinese Socialism: The Chinese New Left. *China Information* 32 (1), 139-159.

Shi Tianjian (2008). China, Democratic Values Supporting an Authoritarian State. Dans Y-H Chu, L. Diamond, A. J. Nathan, D. C. Shin (dir.), *How East Asians View Democracy* (p.209-237). New York: Columbia University Press.

Sintomer Yves, Zhou Yunyun (2019). "Representation" and "daibiao": a comparative study of the notion of representation in France and China. *Journal of Chinese Governance* 4(4), 362-389.

Steinhardt Christoph (2012). How is high trust in China possible? Comparing the origins of generalized trust in three Chinese societies. *Political studies* (60), 434-454.

Sun Jiawen (2020). *Corps et politique dans la Chine contemporaine. Sociologie de la souffrance parmi les anciens jeunes instruits envoyés dans les fermes militaires pendant la révolution culturelle*. Thèse de sociologie de l'EHESS.

Vidal Christine (2016). The 1957-1958 Anti-Rightist Campaign in China: History and Memory (1978-2014). Halshs- 01306892. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01306892>

Wang Shaoguang, 王绍光 (2014). Daibiaoxing minzhu yu daiyixing minzhu 代表性民主与代议性民主 (Démocratie représentative et démocratie représentationnelle) , *Kaifang shidai* 开放时代 (Open times) (2), 152-174.

Xi Jinping (2017). Remporter la victoire décisive de l'édification intégrale de la société de moyenne aisance et faire triompher le socialisme à la chinoise de la nouvelle ère, version française intégrale du rapport de Xi Jinping au XIX^e Congrès, http://french.xinhuanet.com/chine/2017-11/03/c_136726219.htm

Xu Jilin 许纪霖 (2011). Jin shinian lai Zhongguo guojia zhuyi sichao zhi pipan 近十年来中国国家主义思潮之批判 (Critique du courant de pensée étatiste chinois au cours des dix dernières années), *Aisixiang* 爱思想, <http://www.aisixiang.com/data/41945-2.html>

Yang Jisheng (2016). *Renverser ciel et terre. La tragédie de la révolution Culturelle Chine 1966-1976*. Paris, Seuil, 2020.

Yu Xingzhong (2002). Citizenship, Ideology, and the PRC Constitution. Dans Merle Goldman, Elisabeth J. Perry (dir.) *Changing Meanings of Citizenship in Modern China* (p.288-307). Cambridge : Havard University Press.

Zenz Adrian (2019). Thoroughly reforming them towards a healthy heart attitude: China's political re-education campaign in Xinjiang. *Central Asian Survey* 38 (1): 102-128.

Zhongguo wenming wang 中国文明网 (Site de la civilisation chinoise) (2012), *Li Changchun zai Makesi zhuyi lilun yanjiu he jianshe gongcheng gongzuo huiyi shang de jiang hua* 李长春在马克思主义理论研究和建设工程工作会议上的讲话 (Discours de Li Changchun à la Conférence sur la recherche théorique et le développement du marxisme), Bureau national pour la philosophie et les sciences sociales (RPC), 12 juin 2012, http://www.wenming.cn/syjj/ldhd/lzc/201206/t20120604_688550.shtml.